

COMMUNIQUÉ

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

377 rue Bank st. Ottawa K2P 1Y3 (613) 236-7238 (613) 563-7861 (fax)

Le PDG de Postes Canada n'en fait qu'à sa tête, et dit non à la ministre du Travail

Pour diffusion immédiate

Le 25 août 2016

OTTAWA - Hier soir, la ministre fédérale du Travail, MaryAnn Mihychuk, a demandé au Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) et à la direction de Postes Canada d'accepter de prolonger de 24 heures l'échéance relative aux négociations pour donner aux parties la chance de négocier un autre délai et de poursuivre les pourparlers.

« Il s'agissait d'une intervention de dernière minute du gouvernement pour éviter un conflit de travail et, bien entendu, nous avons accepté. Depuis le tout début des négociations, notre objectif est le même : négocier une convention collective sans interrompre le service postal », déclare le président national du STTP, Mike Palecek.

Malheureusement, Postes Canada ne peut en dire autant. Son président-directeur général, Deepak Chopra, a refusé la demande de la ministre, obligeant le Syndicat à s'engager dans un conflit de travail.

« Depuis des mois, M. Chopra tente de provoquer un arrêt de travail en plein cœur de l'examen de Postes Canada mené par le gouvernement fédéral. C'est dommage, mais les dernières décisions de M. Chopra ne nous laisse pas d'autre choix que de déposer un préavis de grève de 72 heures », souligne Mike Palecek.

Postes Canada a donné le ton en demandant la conciliation très tôt dans le processus. Mais au cours des derniers mois, la direction a à peine négocié. Sa position sur ses demandes visant des compressions massives et un régime de retraite à deux paliers pour les nouveaux employés et employés n'a pratiquement pas changé.

Dans le préavis qu'il a remis à la direction, le STTP énumère les moyens de pression qu'il entend prendre, mais le débrayage n'en fait pas partie.

« Nous sommes prêts à retirer notre préavis de grève si Postes Canada accepte une prolongation de l'échéance. Nous voulons parvenir à une convention collective négociée librement, sans interruption du service public que nous sommes fiers d'assurer à la population du pays », conclut Mike Palecek.

-30-

Renseignements : Aalya Ahmad (langue anglaise) aahmad@cupw-sttp.org ou 613-327-1177 et Maria-Hélène Pacelli (langue française) mpacelli@cupw-sttp.org ou 343-998-5131.